

PREMIER JOUR DE GRÈVE DU SAP

Les paramédicaux renouent avec la contestation

Les paramédicaux ont renoué hier avec la contestation. A l'appel du Syndicat algérien des paramédicaux (Sap), ils ont paralysé les hôpitaux en réponse à l'appel à la grève qui devra durer trois jours.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Comme lors de celle des 17 et 18 février derniers, les paramédicaux se sont rassemblés au niveau des piquets de grève improvisés à l'intérieur de structures sanitaires. Ni la menace de ponctions sur salaires ni la crainte d'une instrumentalisation de la justice n'ont entamé la détermination des paramédicaux puisque le syndicat avance un taux de suivi qui avoisine les 90% à l'échelle nationale.

Dans certaines wilayas, l'administration s'est, une fois de plus, distinguée en intimidant les grévistes et en les menaçant de sanctions administratives. En dépit de ces pratiques, ils ont

massivement répondu à l'appel du Sap qui proteste contre la mouture du statut présenté par le département de Amar Tou à la Fonction publique et qui ne prend pas en compte le travail de la commission mixte.

Le Sap ne compte pas s'arrêter là puisqu'il entend rejoindre la coordination des syndicats autonomes de la Fonction publique qui, en avril, promet des actions de protestation. «Nous avons la ferme intention de rejoindre la coordination. Nous avons voulu d'abord tester notre base avant», explique M. Khodja, membre de l'organique national qui s'étonne que «certaines parties veulent bloquer le statut du

paramédical et aller vers une réforme du secteur sans eux».

Estimant que le mouvement de protestation était devenu inévitable, le Sap déplore l'attitude du ministère de la Santé : «Il n'y a aucune volonté de sa part à mettre fin au calvaire que vit notre corporation», estiment les syndicalistes qui indiquent que : «Le conseil national du Sap refuse le marchandage et dit non à la régression et à l'humiliation de notre corporation. Aujourd'hui, nous disons halte aux manœuvres malsaines qui servent leurs intérêts personnels et ceux de leurs commanditaires au détriment des milliers de paramédicaux».

Au premier rang des revendications du Sap figurent le statut particulier, la grille salariale et le régime indemnitaire.

Le syndicat s'insurge en effet contre «la précipitation des pou-

voirs publics à l'instauration de la grille salariale pourtant remise en cause et plus encore son application sans tenir compte du statut particulier qui est en gestation et encore plus ignorant les travaux de la commission nationale de l'avant-projet du statut particulier des paramédicaux».

La réaction du ministère de la Santé ne s'était pas faite attendre en février puisqu'au deuxième jour de la grève, Amar Tou avait saisi la justice qui, sans surprise, avait statué sur l'illégalité de la grève et ordonné son arrêt.

Traduit devant la cour d'Alger, le secrétaire général du Sap avait appelé les paramédicaux à cesser le mouvement, promettant de revenir à la charge, chose qu'ils viennent de faire puisque la grève durera encore jusqu'à demain.

N. I.

CHU DE CONSTANTINE

La démonstration de force

Un service minimum, relativement satisfaisant, a été assuré hier dans la matinée au niveau du CHU de Constantine.

La décision de la chambre administrative de la cour d'Alger portant illégalité de la grève nationale engagée par le Syndicat algérien des paramédicaux et répercutée tôt le matin par la direction des ressources humaines auprès du ministère de la Santé à travers toutes les structures sanitaires du pays n'a pas empêché, outre mesure, les paramédicaux du CHUC d'entamer leur démarche protestataire annoncée pour trois jours. Ainsi, les grévistes non concernés par le service minimum ont tenu une marche, dans une démonstration de force, à l'intérieur de cet établissement hospitalier. Si les membres du Sap disent que leur syndicat a accompli toutes les procédures réglementaires ayant trait à l'exercice du droit de grève, l'administration du CHUC estime que cette grève est «entourée de flou», étant donné que la représentativité de ce syndicat n'a pas été encore actualisée et que beaucoup de paramédicaux encadrés par d'autres syndicats se sont déclarés grévistes.

«Selon les anciens états des effectifs du Sap, la branche locale de ce syndicat compte seulement 400 adhérents parmi les 1 569 paramédicaux qui exercent au niveau du CHUC. C'est plutôt l'anarchie qui a caractérisé cette grève, on ne peut plus sauvage. Cependant, plusieurs paramédicaux, qui portent d'autres casquettes syndicales, ont

répondu à l'appel du Sap. Même si les représentants de ce syndicat estiment que leur section compte 1 250 adhérents, on ne peut pas se prononcer avant la remise des nouveaux états, soit avant le 31 mars prochain», a déclaré le DG du CHUC sans donner un chiffre exact exprimant le suivi réel de cette grève ni parler de son impact effectif sur le fonctionnement de cette structure hospitalière. Pour lui, la plupart des paramédicaux manquent déjà d'engagement, de conviction et de motivation dans l'accomplissement de leurs tâches courantes. «La question qui devrait être posée est de savoir quelle sera la contrepartie d'une quelconque prise en charge de leurs revendications salariales ou autres», dira-t-il, bien qu'il reconnaisse la légitimité du droit de grève consacré par la loi fondamentale du pays.

Les syndicalistes, eux, avancent, par le biais du chargé de communication de cette branche locale du Sap, que leur syndicat a obtenu toutes ses adhésions juste après la grève de février dernier, et ce, en précisant que le taux de suivi de celle en cours a atteint approximativement lors de ce premier jour, service minimum oblige, 85% parmi les adhérents du Sap au niveau du CHUC. «Environ 500 paramédicaux sur un total de 600 censés assurer la vacation s'étalant de 7h à 13h se sont déclarés grévistes. Néanmoins, il est difficile de faire un constat précis, s'agissant du taux du suivi de la grève ou de son impact sur l'accompagnement des malades parce que nous sommes tenus par l'obligation d'assurer le

service minimum au moment où les effectifs des paramédicaux sont mal répartis dans les différents services», précisera le responsable de l'organique auprès de la section du Sap à Constantine.

Un constat appuyé par le secrétaire nationale en charge de la coordination à l'est du pays du Sap qui a souligné que le taux enregistré au CHUC avoisine ceux enregistrés à l'échelle de toute la région Est. Par ailleurs, ces mêmes syndicalistes, qui ont qualifié d'entrave à la liberté syndicale la décision de justice interdisant la grève, se félicitent du suivi massif des paramédicaux à l'appel du Sap tout en dénonçant les manœuvres du ministère de tutelle qui, selon eux, a ignoré toutes les propositions faites par leur syndicat dans le cadre d'un avant-projet du statut particulier de la profession élaboré par une commission nationale ad hoc du Sap, jugé enrichissant avant d'être accepté au départ par les représentants du ministère. Il convient de noter que le Sap revendique essentiellement l'intégration des cours de formation des paramédicaux dans le nouveau système de l'enseignement supérieur, à savoir le système LMD, qui est, selon les termes des syndicalistes, la solution la plus fiable permettant l'évolution du paramédical dans sa carrière. Selon le DG du CHUC, des ponctions seront éventuellement opérées sur les salaires des grévistes en application des instructions de la tutelle, décrétées sur la base d'une décision de justice. Qu'en sera-t-il après ?

Lyas Hallas

LEUR SIT-IN A ÉTÉ INTERDIT HIER

Les médecins-conseils de la CNAS en colère

Le collectif des médecins et dentistes-conseils de l'agence des fonctionnaires, relevant de la Caisse nationale de la Sécurité sociale (Cnas), a été empêché, hier, de tenir un sit-in devant la direction générale de cette dernière structure.

C'est la première fois que cette catégorie des fonctionnaires monte au créneau et s'élève contre le mépris et la sourde-oreille affichée par l'administration à leur encontre. Ce n'est peut-être pas leur seule revendication, puisque les médecins-conseils se plaignent de la dégradation du pouvoir d'achat, mais dans tous les cas, la suppression par leur tutelle de l'indemnité forfaitaire de véhicule est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Rencontrés hier, ces médecins et dentistes ne comprennent pas les raisons de la suppression de cette prime, combien importante pour leurs différents déplacements au profit des malades, notamment les personnes âgées de plus de 75 ans. «Cela fait plus de quinze années que nous percevons cette indemnité qui représente 15% de notre salaire. Depuis le mois de septembre 2007, notre fiche de paie a été amputée de la prime», souligne-t-on. «Nous

n'avons pas demandé une augmentation de salaire, mais nous insistons pour que cette prime soit réhabilitée», soutiennent les médecins-conseils qui font savoir que le sit-in d'hier, bien qu'interdit, sera le début de la protestation de cette corporation au nombre de 30 dans la wilaya d'Alger et de 700 sur l'ensemble du territoire national.

La journée d'hier a d'ailleurs enregistré plusieurs mouvements de protestation à Tipasa, Boumerdes et Annaba. Dans une lettre adressée à la directrice de la CNAS pour le rétablissement de la situation liée à l'indemnité de véhicule, et avertis-

sant sur l'engagement d'un mouvement de contestation, les médecins et dentistes-conseils ont reçu une réponse de leur tutelle, les informant que «la loi 90-11 du 11 avril 1990 ne prévoit dans aucune de ses dispositions le maintien indéfini d'un quelconque privilège».

Ce qui est une transgression, du point de vue de l'administration de la CNAS, est le fait d'avoir permis un tel privilège pendant tout ce temps. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir pourquoi l'administration a fermé les yeux sur ce qu'elle appelle une transgression.

R. M.

GRÈVE
DES PARAMÉDICAUX
DE SÉTIF

Pas de piquêtes hier !

La grève des paramédicaux a été, lors de sa première journée, largement suivie dans la wilaya de Sétif. Seul le service minimum a été assuré. Les structures de santé ont donc tourné au ralenti. Le mouvement de grève, largement suivi par les paramédicaux, a sérieusement perturbé l'activité hospitalière.

A l'appel de leur syndicat autonome, le Sap, les paramédicaux ont répondu, hier, au mot d'ordre de grève. Des rassemblements ont été observés au sein des hôpitaux et centres de santé de la wilaya. Même si le service minimum a été assuré, les paramédicaux ont tenu à se mobiliser pour faire entendre leur voix. Le personnel paramédical du CHU Saâdina-Abdenour était au rendez-vous pour observer un piquet de grève. Des dizaines de blouses blanches se sont rassemblées dans l'enceinte de l'hôpital où des banderoles et des pancartes portant leurs revendications ont été déployées.

Selon le coordinateur de la wilaya du Sap, qui avait fermement rejeté l'avant-projet du statut particulier des paramédicaux, «le taux de participation à la première journée de la grève de trois jours, décidée par le conseil national, dépasse les 90% et seules les urgences sont assurées».

En effet, les couloirs du service des urgences sont animés par les va-et-vient du personnel paramédical qui n'a pas omis de porter un brassard sur lequel on peut lire «en grève». Selon le représentant du syndicat, leur action est justifiée après l'épuisement de toutes les tentatives de dialogue et de négociations engagées avec le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière ainsi qu'avec le ministère du Travail.

I. S.

ORAN

Difficile mobilisation

La première journée de protestation des paramédicaux au niveau d'Oran, à l'appel du Sap, n'a pas eu la mobilisation escomptée par ce syndicat autonome. En effet, à Oran, la difficulté pour le Sap réside dans le manque de structuration dans de très nombreux établissements hospitaliers, comme nous avons pu le constater sur place. D'où ce suivi très irrégulier dans le mouvement de protestation. Si le noyau dur du Sap se trouve, en effet, implanté au niveau de l'EHU de Canastel, à l'hôpital pédiatrique, celui de l'ophtalmologie sur le front de mer d'Oran et à un degré moindre les structures d'Es Senia et de Ain-Turck, le personnel paramédical affilié au Syndicat algérien des paramédicaux (Sap) a, semble-t-il, suivi l'appel dans une proportion n'excédant pas les 50%.

L'exception venant en effet de l'EHU de Canastel avec 80% de suivi et de 70% pour l'ensemble d'Oran, des estimations émanant des représentants locaux du Sap.

Néanmoins, les représentants du Sap à Oran ne découragent pas et se disent prêts à aller jusqu'au bout. «Nos revendications sont légitimes. Nous faisons que demander plus de considération, de respect et une qualité de formation qui permettra à notre profession d'être reconnue et non pas sous-évaluée !» nous explique une surveillante. «Notre travail est délicat et également dangereux», ajoute-t-elle et de dénoncer les conditions de travail qui ont souvent abouti à la contamination de certains membres du personnel paramédical, ce qui en dit long, en effet, sur les conditions et les risques d'exercice de ce métier.

Fayçal M.

SIDI-BEL-ABBÈS

Le Sap paralyse le CHU

Les paramédicaux de Sidi-Bel-Abbès ont entamé dans la journée d'hier un mouvement de grève qui a paralysé le CHU, bien que le service minimum ait été assuré. Un taux de suivi de 100% a été enregistré au niveau du CHU de Sidi-Bel-Abbès et de 90% dans l'ensemble de la wilaya, lit-on dans un communiqué rendu public.

Par leur mouvement de protestation, les paramédicaux démontrent, une fois de plus, leur rejet catégorique de l'avant-projet du ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière et pointent un doigt accusateur en direction du ministère de tutelle voulant faire cavalier seul en évitant la concertation avec la corporation et voulant ériger un mur pour décourager les paramédicaux qui prétendent à des négociations.

Les grévistes réitèrent leur décision de refus de l'application de tout statut imaginaire et de toute transition sans que le SAP participe réellement à l'élaboration d'un nouveau statut digne de la corporation.

A. M.